



On vote, on lutte, on gagne tous ensemble !

La campagne électorale touche à sa fin. La mise en œuvre des politiques de régression sociale n'aura connu aucune pause durant cette période. Pire ! Dans tous les services, nous vivons au quotidien une accélération des restructurations avec des plans massifs de suppressions d'emplois. Niant le dialogue social, les directions rivalisent de zèle dans ce chantier de démolition de notre modèle social.

Elles poussent même le cynisme jusqu'à légitimer ces réformes par l'amélioration de nos conditions de travail ! Ainsi, par exemple, pour la Direction générale des finances publiques la réduction de l'ouverture aux usagers contribue à une meilleure sécurité des agents d'accueil !

La paupérisation des agents de l'État, quel que soit leur statut, et la réduction des politiques publiques s'imposeraient comme les fondements dogmatiques indissociables d'une austérité obligatoire ! La protection des populations les plus fragiles et l'égalité de traitement des citoyens sont jetés à la poubelle sous prétexte de modernité.

C'est bien de Bercy que proviennent les attaques les plus sauvages en termes de déréglementation. En témoigne l'annonce de M. Macron sur la fin des 35 heures et de l'ouverture des commerces le dimanche !

Stop, ça suffit !

La portée de l'attaque gouvernementale constituée, à elle seule, une bonne raison de voter CGT aux prochaines élections professionnelles. La participa-

tion massive au scrutin et l'influence du vote CGT, première organisation représentative des personnels au ministère, pèseront fortement en ce sens face aux prétentions des choix politiques de Bercy, de la Caisse des Dépôts et des juridictions financières face à l'arrogance gouvernementale.

Stop, ça suffit !

Il est temps de mettre ensemble un coup d'arrêt à ce plan antisocial ! Nous ne laisserons pas faire ce coup de force ! La Fédération et ses syndicats prennent l'engagement de tout mettre en œuvre pour, avec vous, inverser le rapport de forces jusqu'à construire un puissant mouvement de mobilisation dans les administrations des ministères économiques et financiers et dans les institutions financières publiques et semi-publiques. C'est la tâche à laquelle la Fédération et les syndicats vont travailler de front dès maintenant.

Stop, ça suffit !!

Exigeons l'ouverture de négociations ! Dès aujourd'hui, nous allons proposer à toutes les fédérations d'engager un cycle de rencontres au cours du mois de janvier, pour examiner et mettre en œuvre, avec vous un processus unitaire d'actions rassemblant une majorité d'agents.

Pour la Direction fédérale,
Patricia Tejas, Secrétaire générale.
Montreuil, le 27 novembre 2014